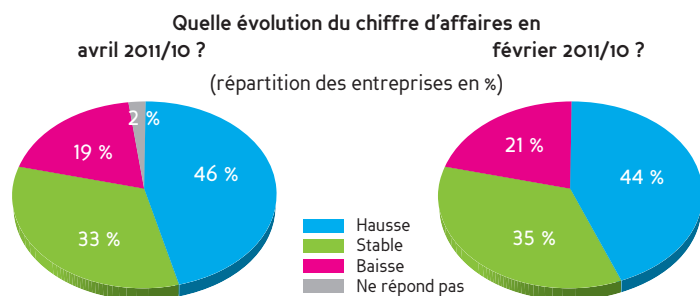


## Résultats du panel régional « Suivi de la situation économique » CCIR/CCI de Rhône-Alpes - mai 2011

La tendance à la hausse du chiffre d'affaires s'est poursuivie et accentuée en avril, avec des moyens de production qui ont été plus sollicités. Les perspectives à trois mois restent également bien orientées. Toutes les entreprises ne perçoivent toutefois pas de signes de reprise, et quand c'est le cas, pour une majorité, le niveau d'activité d'avant-crise n'est pas encore retrouvé. Les difficultés de trésorerie sont un peu plus fréquentes, avec une montée des problèmes liés au financement du développement de l'activité. Si  $\frac{3}{4}$  des TPE-PME annoncent une stabilité de leur effectif, pour les autres, la tendance au développement de l'emploi l'emporte. Les perspectives en matière d'investissement traduisent toujours un niveau important d'incertitudes des entreprises. Pour celles qui comptent investir, la tendance est cependant à une hausse du niveau d'investissement.

### L'activité reste bien orientée et les capacités de production sont plus sollicitées

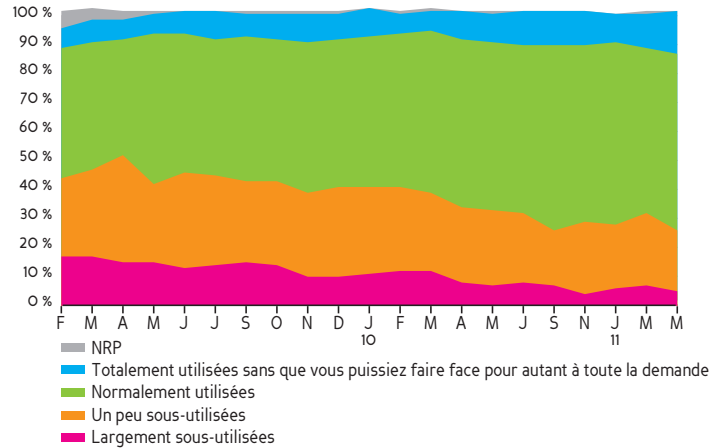
Le bilan du mois d'avril en termes d'évolution du chiffre d'affaires marque une légère amélioration par rapport au précédent (celui de février) : le chiffre d'affaires est en progression sur un an pour 46 % (+ 2) des TPE-PME. Il est en recul pour 19 % (- 2). Le solde entre ces deux parts s'établit à + 27. Par rapport au bilan de février, les résultats sont en amélioration dans le commerce de détail, avec une réduction du nombre d'entreprises ayant enregistré une baisse de chiffre d'affaires. Inversement, l'hébergement-restauration a vu sa situation se dégrader, ce qui peut être rapproché d'une fin de saison de sports d'hiver mitigée. Dans le BTP, un quart des entreprises annoncent un chiffre d'affaires en recul.



En cumul sur les six derniers mois, le bilan est encore plus favorable : 50 % des TPE-PME déclarent un chiffre d'affaires sur un an en hausse pour 16 % qui annoncent une baisse.

Le niveau d'utilisation des capacités de production poursuit sa normalisation : la part des TPE-PME signalant une sous-utilisation des capacités de production s'est établie à 25 % début mai (- 7). Cette amélioration du niveau de mobilisation des ressources a été enregistrée dans l'ensemble des activités, à l'exception des services aux entreprises (hors transport). 13 % des entreprises disent mobiliser totalement leurs ressources sans pouvoir faire face à toute la demande. C'est le niveau le plus élevé depuis début 2009.

Compte tenu de votre activité actuellement, vous estimez que vos ressources (outils de production, collaborateurs...) sont :

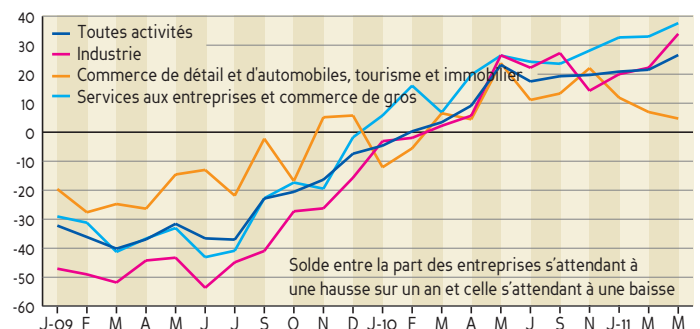


### Des perspectives qui restent favorables, mais de façon variable selon les activités

Début mai, c'est la prévision d'une hausse du chiffre d'affaires au cours des trois prochains mois qui devient la situation la plus fréquente : 38 % des entreprises (+ 5). Viennent ensuite les perspectives de stabilité avec 36 % des entreprises (- 9) puis les perspectives de baisse avec 13 % des entreprises (+ 1). Le solde « part à la hausse - part à la baisse » progresse pour atteindre + 25 (+ 4). Ce solde est en progression dans l'industrie, les services aux entreprises et le BTP. Il est positif pour l'ensemble des activités. Il continue à se tasser pour les activités plutôt tournées vers la consommation des particuliers. Si la part des entreprises qui s'attendent à une baisse de chiffre d'affaires recule dans le commerce de détail, elle progresse par contre dans l'hébergement-restauration.

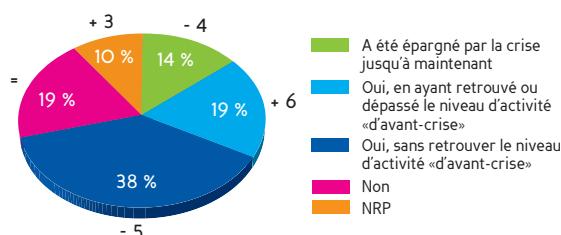
13 % des entreprises ne s'expriment pas sur ces perspectives à trois mois, ce qui peut traduire un manque de visibilité. C'est dans le commerce de détail (30 %) et le transport (25 %) que cette situation se retrouve le plus fréquemment.

### Quelle tendance en termes de chiffre d'affaires pour les trois mois qui viennent ?



La perception des signes de reprise traduit toujours une situation relativement différenciée. Une entreprise sur trois a soit été épargnée par la crise, soit a enregistré une reprise et a retrouvé son niveau d'activité d'avant-crise. La part des entreprises épargnées par la crise est toutefois en recul, ce qui confirme que des entreprises ont été touchées de façon décalée par cette crise. 57 % (+ 1) des TPE-PME perçoivent des signes de reprise, et parmi elles, 1/3 ont retrouvé le niveau d'activité d'avant-crise (23 % il y a deux mois). La part des entreprises qui ne perçoivent pas de signes de reprise est inchangée à 19 %. Cette situation est la plus fréquente dans le commerce de détail, l'hébergement-restauration et le BTP.

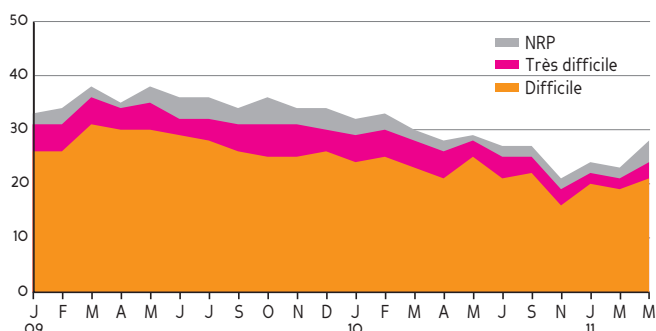
D'après vos carnets de commandes, les consultations/devis, réservations, demandes de renseignements, mesurez-vous des signes de reprise de votre activité ?



## Des tensions accrues sur les trésoreries

La part des entreprises déclarant être en situation de trésorerie difficile ou très difficile enregistre une remontée par rapport à la situation d'il y a deux mois : **24 % des entreprises (+ 3) disent ainsi rencontrer des difficultés**. C'est dans les services aux entreprises/commerce de gros et le commerce de détail que ces difficultés sont les plus fréquentes : respectivement 30 et 28 %. Pour ces deux secteurs d'activité, la part des entreprises en difficulté de trésorerie est en progression par rapport à la situation de mars. Parmi ces entreprises en difficultés de trésorerie, 17 % disent avoir été épargnées par la crise ou avoir retrouvé leur niveau d'activité d'avant-crise (33 % pour l'ensemble du panel).

Part (en %) des entreprises jugeant leur situation de trésorerie difficile ou très difficile



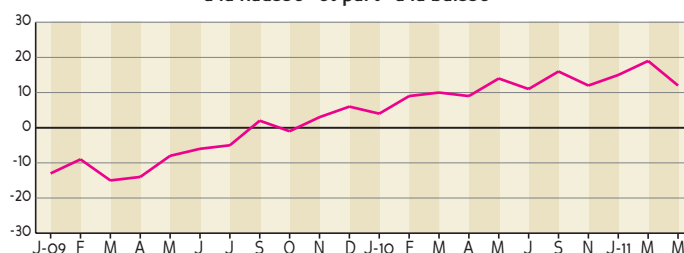
La sous-activité reste la première cause des difficultés de trésorerie, mais elle poursuit son recul : elle n'est plus citée que par une entreprise sur deux connaissant des difficultés de trésorerie (65 % en début d'année). Pour les activités les plus tournées vers la consommation des particuliers, cette cause reste cependant citée par 63 % des entreprises. Des délais de règlement plus longs s'affirment comme la deuxième cause des difficultés. C'est dans le BTP, le commerce de gros et l'informatique/tertiaire supérieur qu'elle est citée le plus fréquemment. On note aussi la progression sensible du nombre d'entreprises en difficulté du fait d'un problème de financement de la croissance de leur activité. Dans l'industrie, c'est la deuxième cause des difficultés (29 %).

## La tendance au développement de l'emploi se poursuit

Début mai, les perspectives en matière de développement de l'emploi sont un peu moins bien orientées que début mars : 16 % des TPE-PME prévoient d'accroître leur effectif (hors intérim) dans les trois prochains mois (- 6), alors que 4 % (+ 1) prévoient une baisse. **Le solde « hausse - baisse » se replie donc un peu à + 12, mais reste néanmoins positif**<sup>1</sup>. C'est dans l'industrie et les services aux entreprises qu'il est le plus élevé (+ 17), bien qu'en recul pour ces deux secteurs. Dans le BTP, ce solde reste négatif (- 3), la quasi-totalité (90 %) des entreprises tablent sur une stabilité des effectifs. Globalement, 76 % (+ 3) des entreprises s'attendent à la stabilité de leur effectif.

<sup>1</sup> Il s'agit d'un solde en nombre d'entreprises et non en emplois.

Comment va évoluer l'effectif (hors intérim) de l'entreprise au cours des 3 mois qui viennent : solde entre part des réponses «à la hausse» et part «à la baisse»



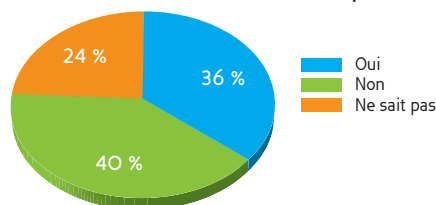
Au cours des six derniers mois, **28 % des entreprises annoncent une progression de leur effectif** et 8 % une baisse. Le recours au travail temporaire reste orienté à la hausse. 37 % des TPE-PME disent avoir recours au travail temporaire (+ 5) : 11 % ont un recours en hausse et 7 % ont un recours en baisse. 55 % des TPE-PME ont recours aux heures supplémentaires (+ 5) : 10 % des entreprises accroissent leur recours aux heures supplémentaires pour 5 % qui le réduisent. Comme pour l'intérim, ce solde est donc positif (+ 5 et + 11 dans l'industrie).

## Investissement : tendance modérément haussière et incertitudes

Au cours des six derniers mois, **50 % des TPE-PME ont investi**. Cette part est plus élevée dans l'industrie (56 %) et les services aux entreprises/commerce de gros (59 %). Toutes entreprises confondues, au cours de cette période, la tendance a plutôt été à un développement de l'investissement puisque pour 27 % des entreprises le niveau d'investissement a été en hausse sur un an, alors qu'il est en baisse pour 9 %.

En termes de perspectives d'investissement, la situation reste partagée entre les entreprises qui comptent investir et celles qui ne comptent pas le faire. Dans l'industrie et les services aux entreprises/commerce de gros, les entreprises qui comptent investir sont les plus nombreuses. **Les perspectives restent incertaines pour une entreprise sur quatre**. A noter que pour les entreprises qui comptent investir, 57 % vont accroître leur niveau d'investissement et 35 % vont investir au même rythme.

Intentions d'investissement au cours des six prochains mois ?



## Légère remontée des difficultés de financement

La part des TPE-PME n'ayant **pas besoin de financements bancaires (39 %) demeure à un point bas**. La part des entreprises disant rencontrer actuellement des difficultés de financement remonte légèrement : 7 % des entreprises (13 % de celles qui ont besoin de financements bancaires). C'est dans les **services aux entreprises/commerce de gros** que les difficultés sont annoncées comme les plus fréquentes (17 % des entreprises ayant des besoins de financements bancaires). Les deux traductions les plus fréquentes de ces difficultés sont la limitation du crédit court terme et le refus de prêt.

La CCIR et les CCIT de Rhône-Alpes ont mis en place, dès novembre 2008, un panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » reposant sur un échantillon représentatif de 350 TPE-PME de l'industrie, de la construction, du commerce et des services. Les résultats complets peuvent être consultés sur [www.rhone-alpes.cci.fr](http://www.rhone-alpes.cci.fr) sous la rubrique Mieux comprendre l'économie de Rhône-Alpes/Coup de projecteur.

Les résultats présentés ci-dessus sont issus du Panel qui a été interrogé du 1<sup>er</sup> au 19 mai 2011 par les CCIT de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).